

# CREATION ARTISTIQUE MENACEE : MEME LES EXPERTS S'INSURGENT !

Le principe des aides à la production artistique est arrêté en fonction de l'avis de comité d'experts sur la pertinence et la crédibilité artistique des projets ainsi que sur les qualités professionnelles des équipes artistiques et techniques pressenties. Elles sont confirmées et accordées par les DRAC dès lors que les perspectives avérées de partenariats en matière de production et de diffusion et, plus généralement, la fiabilité économique des projets sont acquises. Entre la décision de principe et la décision de subvention, les services des DRAC se tiennent à la disposition des équipes pressenties pour leur apporter expertise et conseil au rythme de la concrétisation technique et professionnelle de leur projet.

Le 13 décembre 2007, le comité d'experts théâtre – arts du cirque – arts de la rue de la DRAC Ile-de-France avait interpellé le cabinet de Christine Albanel pour exiger « la remise à niveau immédiate des crédits en faveur de la création, des institutions et de l'action culturelle ». Il avait également alerté l'ensemble des élus territoriaux et nationaux sur les menaces pesant sur la vie artistique et culturelle de la France.

Un an après, Christine Albanel n'a toujours pas daigné répondre. Une nouvelle fois elle montre le mépris, mainte fois dénoncé, de ce gouvernement envers une culture ouverte et accessible au plus grand nombre.

Compte tenu de l'ampleur des enjeux, le comité vient de se prononcer à l'unanimité des 25 membres présents en faveur d'une suspension de ses travaux en attendant de connaître les

affectations budgétaires définitives à la DRAC Ile-de-France. Il appelle les autres comités d'experts à se rassembler pour définir une position nationale. Conscient des conséquences possibles de cette décision pour les compagnies, il reste cependant disponible pour la reprise immédiate de ses travaux.

SUD Culture Solidaires s'élève contre le désengagement accru de l'État en faveur de la création et de l'action culturelle qui ne peut que détruire le tissu culturel de notre pays au seul bénéfice des « industries culturelles ».

C'est pourquoi, notre organisation syndicale s'associera à toute initiative qui s'oppose à cette œuvre de destruction entamée sous couvert de réforme et de modernisation.